

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

jeunes.npa2009.org

#43

MAI - JUIN
2015

1€



**LE CAPITALISME,
UN SYSTEME INHUMAIN**

RENVERSONS - LE !

La barbarie capitaliste p.3

Dossier

S'organiser pour renverser le capitalisme p.4-5

Formation

L'exemple de la formation d'un parti : l'Afrique du Sud p.6



**NPA
JEUNES**

★ Édito ★

Lutter pour une autre société !

Depuis plusieurs semaines les catastrophes sociales se multiplient dans le monde. En méditerranée 700 migrants, qui tentaient de rejoindre les côtes européennes sur une barque de fortune se sont noyés lors d'un seul naufrage. Au Népal, plusieurs milliers de personnes ont été ensevelies sous leur baraquement de misère et au Yémen une nouvelle guerre provoque une situation intenable pour les populations. Ces quelques exemples ont fait la une de l'actualité mais ils ne sont que la face émergée de l'iceberg. Le système capitaliste en crise est en train d'entraîner le monde dans la pire des barbaries alors même que nous aurions largement les moyens de prévenir toutes ces catastrophes.

La vente, par le marchand d'arme français Dassault de 24 rafales au Qatar est un bon exemple de l'irresponsabilité des capitalistes. Les 6,3 milliards d'euros qu'ont coûtés ces avions de guerres aurait pu être utilisés pour acheter des vaccins, des denrées alimentaires, des matériaux de construction antisismiques ... Mais satisfaire les besoins des populations est contraire à l'ADN de ce système qui préfère financer l'armement de régime autoritaire.

En se félicitant de la vente des rafales, François Hollande a une nouvelle fois prouvé son allégeance à la classe des riches et des patrons. Toute sa politique, des guerres menées en Afrique jusqu'aux plans d'austérité et à la loi Macron imposée en France, ne vise qu'à aider les capitalistes à écraser les jeunes et les travailleurs. Désormais il cherche même à réprimer durement les militants qui s'opposent à ces mesures. Il est grand temps pour nous d'arrêter de se laisser faire. Les capitalistes sont bien organisés. C'est à nous, les anticapitalistes et révolutionnaires, de l'être encore mieux pour stopper ce gouvernement et en finir définitivement avec le système qu'il protège.

L'ÉDUCATION : UNE PRIORITÉ POUR LE GOUVERNEMENT...

SURTOUT POUR LE PIRE !

Trois ans de mandat pour Hollande, et le moins qu'on puisse dire c'est que le gouvernement n'a pas chômé en matière d'éducation. Après la réforme des universités il y a deux ans - avec les conséquences que l'on connaît : régionalisation, mutualisation de filières, dégradation de nos conditions d'étude... -, c'est au collège unique que la ministre de l'Éducation a décidé de s'attaquer. Cette réforme vise à renforcer davantage l'autonomie des collèges (et du chef d'établissement !) et la concurrence entre les établissements et les élèves.

La réforme du collège : kesako ?

Plus d'autonomie dans les programmes
Dans le respect d'un nombre d'heure maximal par élève et par semaine, la répartition des heures sur trois ans est laissée à l'autonomie des collèges. Dans cette logique, les programmes nationaux ne seront plus construits par niveau mais par cycle, basés sur un socle commun et des compétences. Chaque collège devra se débrouiller pour construire sa progression sur 3 ans. C'est la déclinaison de la réforme du bac pro en 3 ans avec les mêmes conséquences : inégalités entre éta-

blissements et élèves, problèmes pour changer d'établissement...

Mise en concurrence renforcée

En coupant dans le contenu disciplinaire, la réforme introduit des heures :
- d'accompagnement personnalisé (AP, 3h/semaine en 6e, 1h après) intégrées aux heures disciplinaires, le choix des matières étant laissé au seul chef d'établissement.

- d'enseignement pratiques interdisciplinaires (EPI, 3h à partir de la 5e) seraient inscrits dans les programmes, autour de 8 vagues thèmes (2 par an). Le contenu est laissé à la discrétion des collèges, tout comme l'organisation pratique, sans moyens dédiés pour travailler à effectif réduit...

La mise en place d'un socle commun a minima, accompagné de parcours différenciés (en fonction des EPI choisis ou imposés), va créer inégalités entre élèves et entre établissements. Les thèmes tels que « monde économique et professionnel », accompagné d'un parcours « découverte du monde professionnel », montre que la logique reste plus que jamais celle du socle et des compétences, au service du patronat.

L'austérité comme horizon indépassable

Pour faire passer la pilule, le gouvernement promet 4 000 postes (équivalent temps plein) supplémentaires au collège, équivalant à 10h hebdo par collègue... Une goutte d'eau lorsque l'on songe au 3,8 milliards d'euros qui ont été rajoutés au budget militaire pour permettre de défendre les grandes entreprises françaises en menant des guerres aux quatre coins du monde.

Dans le même temps, c'est 100 millions d'euros supplémentaires qui sont ponctionnés sur le budget des universités pour l'an prochain, alors qu'il en manque au moins 200 aujourd'hui rien pour qu'elles puissent fonctionner. Face à un gouvernement qui casse le service public d'éducation, renforce la concurrence et dégrade nos conditions d'étude et de travail : il n'y a pas de fatalité, c'est en nous mobilisant, comme le 19 mai (journée de grève et de manif contre la réforme du collège et l'austérité), que nous ferons plier sa politique !

Raph - Paris 1

Loi sur le renseignement intérieur: un Patriot Act à la française

Le 5 mai, la nouvelle loi de renseignement a été votée, s'inscrivant dans la continuité des réformes libérales et liberticides du gouvernement Valls. Les attentats du 7 janvier lui ont permis de la justifier. Sous couvert de « lutte contre le terrorisme » le gouvernement va pouvoir surveiller toute la population. Ces méthodes de surveillance étaient déjà utilisées par la police de manière illégale, le gouvernement nous explique donc qu'il ne s'agit que de la légalisation de ces pratiques.

Cette loi, autorise l'interception de l'intégralité des données internet de chaque individu, à l'aide de véritables mouchards. Une fois fichée, les méthodes de surveillance iront de la localisation de la personne à la pose de caméras et des micros chez elle, et ce sans aucun contrôle, hormis celui du premier ministre.

Déjà avec les carnets de lycéens, permettant de fichier notamment ceux qui vont critiquer la société

de consommation ou la République, le gouvernement avait montré sa volonté de contrôler tout opposant à sa politique.

En effet un des critères de mise sous surveillance est la « prévention contre la violence collective qui pourrait porter atteinte à l'unité nationale », intitulé suffisamment vaste pour pouvoir toucher largement, notamment les militants politiques et syndicaux.

Cette loi liberticide, nous montre une fois de plus que ce système est antidémocratique et répressif, s'opposant à notre liberté d'expression, politique et syndicale. Il est plus que jamais nécessaire de montrer notre désaccord avec les actions libérales, racistes et liberticides du gouvernement, et de nous organiser pour en finir avec ce système.

Elodie - Nanterre

JE SUIS SUR ÉCOUTE

et pour le journal, on assume... cherchez il y a plusieurs critiques de la république, du gouvernement, de sa politique et du capitalisme.

Applaudir le gouvernement ou le combattre?

Un bilan du dernier congrès national de l'UNEF

Le congrès de l'UNEF s'est déroulé du 9 au 12 avril, réunissant au plus fort près de 600 étudiants. Il s'agit de la première organisation syndicale étudiante de France qui est présente sur la majorité des universités.

Le congrès a déjà très mal commencé lorsque la direction du syndicat a décidé de ne pas participer à la journée du 9 avril, date de mobilisation inter-professionnelle, et a préféré ainsi « interpellé » le gouvernement par le biais des ministres présentes (Najat Vallaud-Belkacem et Christiane Taubira). Ceci est un parfait exemple de la politique qu'a menée l'UNEF ces deux dernières années et qu'elle continuera à mener pendant les 2 prochaines. Prolongeant ainsi une politique d'accompagnement des réformes du gouvernement comme la loi Fioraso, la direction de l'UNEF préfère se battre dans les conseils centraux des universités plutôt que de se battre dans la rue.

Les militants de la Tendance Action Collective et Luttés Étudiantes (TACLE, tendance dans laquelle sont investis un certain nombre de militant du NPA) ont défendu le fait que l'UNEF devait rompre avec le syndicalisme délégué qui ne propose rien de concret aux étudiants et qui ne propose pas de lutter contre les différentes réformes et la dégradation de nos conditions d'études. La politique

de l'UNEF qui consiste à ne se reposer que sur les élus dans les conseils a prouvé qu'elle était perdante puisqu'il y a de moins en moins d'argent dans les budgets des universités, certaines seront même obligées de puiser dans leurs fonds de roulement. La TACLE a aussi défendu le fait que l'UNEF devait chercher à mobiliser les étudiants sur la question des conditions d'études et sur les différentes réformes de l'enseignement supérieur. Ce que n'a pas fait l'UNEF ces derniers mois. Ainsi même lorsque cette année plusieurs universités se sont mobilisées comme Toulouse, Clermont-Ferrand ou Orsay, la politique de l'UNEF a été de chercher à régler les problèmes université par université plutôt que de chercher à étendre le mouvement sur d'autres facs. Pourtant seule une mobilisation nationale des universités pourra mettre fin à ce cycle de contre-réformes de l'enseignement supérieur.

Les militants de la TACLE ont cherché à porter une voix en rupture avec l'orientation de la direction de l'UNEF pour porter une orientation syndicale de luttés qui cherche à relayer et à amplifier les mouvements en mobilisant les étudiants sur des questions concrètes comme la dégradation de nos conditions d'études ou de vie.

Alex - Nanterre

Le capitalisme: un système qui provoque la barbarie!

800 migrants noyés dans la méditerranée: les capitalistes responsables

800 migrants se sont noyés il y a quelques semaines en Méditerranée en tentant de fuir la Libye. Hollande en a déduit qu'il faut une lutte plus intense contre les passeurs et l'Union européenne s'est fendue d'une déclaration se disant « profondément affectée ». Mais ce sont eux les responsables ! Ils ont même osé se réunir pour trouver une solution politique: encore plus de contrôle des frontières et de politiques racistes !

D'après l'organisation mondiale des migrants, vingt mille migrants ont tenté la traversée.

Depuis janvier 2015. Pour Amnesty international, 900 personnes ont péri c'est-à-dire 53 fois plus qu'il y a un an ! Les passeurs prospèrent sur la misère et la peur mais ils ne sont que la conséquence d'une politique concertée de l'ensemble de l'Union européenne qui ouvre grandes les frontières aux capitaux mais les ferme dès qu'il s'agit des étrangers, pauvres qui se trouvent obligés, sous peine de mourir, de quitter leur pays. Faso, Irak, Centrafrique sont autant de pays où la France mène des opérations militaires et de reconquêtes de territoires ou de marchés. Ce sont autant de pays où prospèrent, sur le lit de la pauvreté et du rejet de l'occupation, les extrémistes qu'ils soient de Daesh ou de Boko Haram. Et la guerre continue puisque Hollande vient de refourguer 36 avions Rafales à l'Inde sachant qu'un seul de ces spécimens vaut 100 millions d'euros... D'ailleurs, on nous explique que l'économie va mal mais par contre les marchands d'armes ont vu leurs bénéfices explosés !

Ce qu'il faut dès maintenant c'est l'ouverture des frontières sans conditions pour tous les réfugiés, leur accorder le droit d'asile et des papiers. C'est la seule solution immédiate pour les extraire des trafics en tout genre et en premier lieu celui organisé par les États ! Les migrants qui survivent aux traversées sont autant de main-d'œuvre bon marché et de chair à patrons exploitable à l'envie ce qui permet au patronat de mettre en concurrence les travailleurs pour dégrader les conditions de travail de tous, avec ou sans papier. Les politiques racistes mettent une pression supplémentaire sur une frange de la population déjà surexploitée et entretiennent la division des travailleurs. Nous devons au contraire se solidariser de toutes celles et ceux qui subissent les politiques racistes des gouvernements de l'UE et réclamer en premier lieu des papiers pour toutes et tous ! C'est tout le système qui est pourri ! L'impérialisme français: coupable !

Baltimore : la jeunesse se révolte contre le racisme et les violences policières !

Le 19 avril, Freddie Gray, un jeune noir de 25 ans, est mort après avoir été frappé par six policiers lors d'une arrestation arbitraire dans un quartier populaire de la ville de Baltimore, dans l'état de Maryland.



L'assassinat de Freddie Gray n'est qu'un nouvel exemple des violences et brutalités racistes quotidiennes de

la part de la police contre la jeunesse et les travailleurEs immigrés. Le cas de Freddie vient s'ajouter à celui de Michael Brown à Ferguson l'année dernière, qui avait déjà donné lieu à une importante contestation. Aux États-Unis, une personne noire est tuée par la police toutes les 28 heures, les immigrés remplissent les prisons et sont victimes de la précarité et du chômage à une grande échelle. Cette situation sans avenir ne peut qu'engendrer frustration, rage et indignation!

Mouvement #BlackLivesMatter : des révoltes dans plusieurs villes

La contestation ne s'est pas faite attendre. Des manifestations quasi quotidiennes ont été organisées dans plusieurs villes par des organisations de jeunesse, de lycéenEs et d'étudiantEs, et du mouvement social. Le 27 avril, des centaines de lycéenEs ont pris les rues de Baltimore pour

dénoncer les violences policières. Le 1er mai, de Baltimore à New York en passant par Los Angeles, Miami, Seattle et Chicago, des dizaines de milliers de jeunes et travailleurEs ont fait entendre leur exigence de justice, et se sont mobilisés contre des conditions de vie qui se dégradent et une violence de la part de l'État toujours plus importante.

Dans une action qui reprend la tradition de lutte des travailleurs américains pour les 8 heures, les dockers d'Oakland ont lancé un appel à la grève en solidarité avec le mouvement pour le 1er mai. Le message que veut faire passer ce syndicat combatif est très important : la lutte des travailleurEs et de la jeunesse noire et immigrée contre la répression policière et pour l'égalité des droits doit être une lutte commune.

A Baltimore et partout ailleurs, la jeunesse a raison de se révolter !

Malgré l'hypocrisie d'Obama qui dit qu'il n'y a pas de préjugé racial aux États-Unis, cette violence raciste est structurelle. Après 7 ans de ce pouvoir, les conditions de vie de la population afro-américaine ne se sont pas améliorées, tout comme celles de l'ensemble de travailleurEs. Voilà les raisons profondes de la révolte des jeunes américains qui refusent le chômage, la précarité et le racisme comme seul avenir. En France, le gouvernement et la police répriment au quotidien la jeunesse dans les quartiers populaires, mais aussi les mouvements sociaux qui contestent leur politique. Dans le monde, depuis plusieurs années, la jeunesse a su se révolter. Des Indignés aux mouvements étudiants, de Baltimore jusqu'en France, nous sommes des millions à relever la tête. Et nous avons bien raison de refuser de nous laisser faire, face à un système capitaliste qui nous mène droit dans le mur

Népal: une catastrophe du capitalisme !

Le 25 avril dernier un séisme de 7,8 sur l'échelle de Richter fit trembler le Népal. Le bilan humain est de plusieurs milliers de morts et de blessés/ées, des centaines de milliers de personnes sans abri, ni eau ni électricité, des villes en ruine, des routes détruites, des communications coupées, des hôpitaux saturés. A première vue, il semblerait que ce séisme soit une tragique catastrophe naturelle comme le monde en connaît constamment, mais à y regarder de plus près ce qui s'est passé au Népal est avant tout révélateur des inégalités économiques et sociales que le capitalisme impose à l'échelle mondiale.

Un risque connu et annoncé

Le Népal est situé aux abords de la faille à la convergence des plaques ayant donné naissance à l'Himalaya, c'est une zone sismique connue. Et pourtant, aucune norme antisismique n'a été respectée pour les constructions en ciment issue de l'urbanisation galopante des dernières décennies. Ajoutons à cela la vétusté de l'habitat traditionnel datant souvent de plusieurs siècles. La plupart des habitations se sont donc écroulées. Interrogée par Le Monde, une Française résidant sur place annonce sans détours: « c'est un tremblement de terre qui va faire beaucoup de morts, mais surtout chez les pauvres. Les constructions des nantis de la vallée ont résisté au choc ». En 1988 déjà, des scientifiques avertissaient qu'en cas de grave séisme, 60% des habitations seraient détruites. Malgré ces calculs, le pays ne s'est pas préparé: pas de prévision pour faire face, pas de schéma d'alerte ou d'évacuation efficace. Il existe des systèmes permettant d'alerter la population de l'approche d'un séisme, à l'aide d'un ensemble de sismographe. Mais ces

système coûtent cher et le Népal, classé parmi les 20 pays les plus pauvres du monde ne peut pas en acquérir. Même « averties » par des scientifiques quelques jours avant le séisme, les autorités népalaises ne disposaient ni de l'organisation, ni des moyens pour déclencher des actions préventives.

Le Népal détruit par le capitalisme

Alors que plus d'un tiers des 28 millions d'habitants vit sous le seuil de pauvreté, et l'espérance de vie n'y dépasse pas 68 ans, le Népal est l'un des centres mondiaux du tourisme de masse, aux mains des grandes multinationales du secteur. En plus de la déforestation et de la pollution aggravées par le tourisme, le Népal est ravagé par le capitalisme: un coût de la vie exorbitant, les ouvrières du textile surexploitées par les entreprises occidentales, les paysans contraints à devenir de simple porteurs dans les tour-opérateurs. Malgré les aides humanitaires arrivant du monde entier, le Népal risque de connaître la même situation qu'Haïti, après le séisme d'il-y-a 5 ans. L'intérêt de la communauté internationale, pourtant friande de crise humanitaires, y est retombé. Mais les séquelles sont encore là: la population est expulsée des camps de refuge, les cas de choléra augmentent considérablement. Comme Haïti, le Népal ravagé par le capitalisme, et détruit par ce séisme, doit se préparer à voir les aides internationales, même les plus désintéressées, se raréfier, et sa population doit s'attendre à de longues années de régression sociales.

Barth (Nanterre)

L'armée: budget en augmentation comme ses exactions

Les récentes annonces du gouvernement de François Hollande ont de quoi faire frémir : 3,5 milliards d'euros supplémentaires seront investis dans le budget des armées d'ici à la fin de l'année. Cette hausse, comme l'a annoncé Michel Sapin ministre de l'économie et des finances, se fera au détriment des budgets de la santé et de l'éducation. Dans le même temps, il a d'ailleurs annoncé de nouvelles ponctions dans les fonds de roulement des universités : 100 millions d'euros leur seront prélevés pour participer à « l'effort budgétaire » dans les mois qui viennent.

Alors que les malades sont chassés hors des hôpitaux faute de lit disponible, alors que les écoles font face à une pénurie d'enseignants sans précédent et que les classes n'ont jamais été aussi surchargées, le gouvernement fait le choix de financer les missiles et les chars et franchit ainsi un nouveau cap dans politique antisociale. Ces annonces sont d'autant plus saisissantes qu'il y a quelques jours un nouveau scandale est venu éclabousser l'armée française, soupçon-

née d'avoir violé de jeunes enfants durant la dernière intervention militaire en Centrafrique. On voudrait nous faire croire que les guerres menées par notre gouvernement à travers le monde ont pour objectif de diffuser la démocratie et de lutter contre les « pratiques barbares » des différents groupes islamistes implantés dans ces régions. Quelle hypocrisie ! Les exactions commises par les soldats américains et européens à travers le monde ne sont plus à prouver et n'ont rien à envier à celles des groupes intégristes.

Notre gouvernement, sous couvert d'humanisme, répand la guerre et le chaos à travers le monde afin de défendre les intérêts des grandes entreprises capitalistes dans les pays d'Afrique et du Moyen-Orient. Une guerre par an depuis le début du mandat de François Hollande : Libye, Mali, Centrafrique... Un record ! Celui d'un gouvernement plus que jamais au service de la classe dirigeante et de ses intérêts impérialistes, auquel nous devons plus que jamais opposer la lutte des exploités et des opprimés au delà des frontières



Pour renverser le capitalisme,

Il faut s'organiser !

Les capitalistes s'organisent contre les jeunes et les salariés

L'opposition ponctuelle de certaines puissances par exemple la Chine avec les Etats-Unis peut donner des fois l'impression que les capitalistes ne sont pas un groupe homogène. C'est en partie vrai puisque les capitalistes, en fonction de leur puissance, ont leurs propres intérêts. Dans une période de crise structurelle du système comme celle que nous vivons, les différentes puissances impérialistes, les différents groupes de capitalistes ont des intérêts différents. Mais, contrairement à la classe ouvrière pour qui la conscience de classe est fluctuante en fonction de la période, des luttes menées, les capitalistes ont bien conscience de faire partie de la même classe sociale !

Et que pour protéger leurs intérêts et donc le système : ils doivent mener une guerre contre les travailleurs. C'est pourquoi Warren Buffett, alors homme le plus riche du monde (aujourd'hui toujours 3e fortune mondiale), déclarait en 2005 : « Il y a une guerre des classes, c'est un fait. Mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre et qui est en train de la gagner. ». Les capitalistes sont très minoritaires. Ils ont donc un nombre d'outils importants pour conserver ce système.

A l'échelle nationale, l'Etat, son gouvernement et son appareil répressif (police et « justice ») justifié par l'idée de Nation aident à maintenir l'ordre établi. Mais les capitalistes sont aussi organisés à l'échelle européenne et internationale par des institutions, permettant de sauvegarder leurs intérêts, mettre en place des plans

d'austérité ou, au besoin, des interventions militaires : UE, BCE, FMI, ONU, OTAN, Banque mondiale, etc. Autant d'outils pour se mettre d'accord sur les moyens de mettre en place leur politique partout dans le monde.

Pour empêcher les travailleurs de reprendre ce qui leur est dû, de renverser le système il faut que les capitalistes nous empêchent de prendre conscience que nous faisons partie d'une même classe sociale et que nous avons les mêmes intérêts. Pour empêcher la conscience de classe de progresser leur premier outil est l'idéologie dominante que nous intégrons dès notre plus jeune âge par différents biais : le travail, la famille, l'école, mais aussi la culture (cinéma, littérature, télévision, etc). L'idée c'est bien de nous faire intégrer un système injuste en tentant de nous diviser : racisme, sexisme, homophobie plus ou moins camouflés sont autant de vecteurs qui empêchent la conscience de classe de progresser.

Ils sont donc très bien organisés, mais notre classe à la force du nombre. C'est pourquoi pour nous s'organiser dans un parti à l'échelle nationale et dans une internationale n'est pas une question de fétichisme, mais a pour objectif de détruire le système capitaliste pour construire une nouvelle société émancipée de toute forme d'exploitation et d'oppression.

Mimosa - Paris 7



Christine Lagarde pendant la réunion d'été du FMI

S'organiser pour être utile aux luttes : Meeting contre les bas salaires à Paris 8



« Tou-te-s ensemble », voici le principal mot d'ordre avancé à la tribune et repris par les 250 personnes passées au meeting des secteurs en lutte appelé par les personnels grévistes de la fac, à 8 semaines du début de leur combat pour arracher une augmentation de 98 euros.

Plusieurs camarades ont pris la parole, à commencer par leurs soutiens étudiants, enseignants, syndiqués CGT Ferc Sup et Snasub-FSU, pour ensuite passer le micro aux 9 secteurs représentés à la tribune. Le tout fut émaillé de messages de solidarité envoyés par les postier-e-s grévistes de Balma, près de Toulouse, des salariées sans-papiers du salon de coiffure du 57 Bd de Strasbourg, aujourd'hui victorieuses contre la précarité après plus de 8 mois de lutte, ou encore de la CGT de Sanofi. Des délégations des salariés de Carrefour Market actuellement en lutte, ainsi que des enseignant-e-s mobilisé-e-s du 93 et des intermittent-e-s étaient également présentes dans la salle.

« Lutter pour une hausse de salaire, c'est déjà une victoire dans le contexte austéritaire actuel où, ce qu'on nous demande, c'est de ne pas broncher ». Le ton général était donné par S., du collectif des bas salaires de Paris 8 en ouverture du meeting. Et « deux mois de lutte face à une direction intransigeante », c'est encore une victoire, a poursuivi F., également membre du collectif. Car malgré sa

réputation de « gauche », la Présidente D. Tartakowsky se comporte comme le pire des patrons.

La lutte a été relayée et soutenue depuis le début par des camarades de Solidaires Etudiant-e-s et du NPA, car « elle est triplement légitime » a souligné M., une des nombreuses étudiant-e-s solidaires avec cette grève. C'est un combat pour des augmentations de salaire nécessaires pour boucler les fins de mois, parce que le travail des personnels est essentiel pour faire tourner la fac et parce que les étudiant-e-s, aussi, qu'ils soient ou non salariés, sont confrontés, au quotidien, à la précarité. Mais la lutte, a souligné V., le représentant des enseignant-e-s, qui ont signé à 130 une pétition de solidarité, c'est aussi une façon « pour renouer une convivialité et des affects », autant de carburant nécessaire pour penser et militer pour une nécessaire transformation de l'institution universitaire actuelle en une « réelle université au service du monde du travail et des classes populaires », a souligné dans son intervention T., étudiant soutenant également leur lutte.

Au final, un seul et même constat : dégradation accélérée des conditions de travail et de service, mais aussi, le fait que seule la lutte paie. Raison de plus pour « ne pas se séparer, une fois que la grève a commencé », a insisté A., de la CGT des palaces parisiens.

Quand on gagne, en effet, a pu rappeler C., postier CGT à Lisieux, tout juste sorti, avec ses collègues de Basse-Normandie d'une lutte victorieuse, c'est toute l'ambiance qui se transforme et la peur qui change de camp !

C'est le moral au plus haut que les grévistes de Paris 8 en sont ressorties. Le 1er avril, elles accepteront les 70 euros brut proposés par la Présidence, qui s'appliqueront également aux contractuels grâce à leur détermination, une première ! Plus que ça, la victoire est d'avoir sûrement dépasser l'invisibilisation qu'on leur impose, en révélant au grand jour leurs conditions de travail et de vie. Aujourd'hui, le Collectif qu'elles forment est la plus grosse organisation de travailleur-se-s au sein de la fac, et quand il s'agit de soutenir les autres luttes, elles répondent toujours présentes !

Pour les militants du NPA c'est en construisant ce genre d'initiative, en prenant part aux luttes et en cherchant à les faire converger que nous sommes utiles. Il ne s'agit pas de construire une organisation qui ne fait que se positionner dans les institutions mais bien un parti qui cherche à déclencher des grèves et qui veut en découdre avec ce systèmes et ses représentants : patrons, direction d'universités, gouvernements... Les capitalistes sont organisés, nous avons nos luttes et notre nombre pour les renverser !

Marine - Comité Paris 8

Le communisme est-il toujours d'actualité?

En tant que jeunes anticapitalistes et révolutionnaires, nous ne nous battons pas seulement contre une organisation de la société structurellement injuste. Nous nous battons pour une autre société. En effet, le capitalisme n'est pas un système qui a toujours existé. Nous cherchons à le renverser afin de construire une société plus juste et plus égalitaire, une société communiste.

Nous ne pouvons pas donner une image très précise de cette société parce que nous pensons qu'elle devra émerger des luttes des travailleurs qui renverseront le capitalisme. Cette idée est importante parce que cette société n'a encore jamais été mise en place. Mais au travers d'expériences de révolutions du passé et de quelques grands principes, nous cherchons dès aujourd'hui à insuffler dans les grèves et les mobilisations les germes de cette nouvelle société.

La démocratie des travailleurs

Cette société naîtra des luttes des travailleurs. Elle reposera donc sur leur propre démocratie. Il ne s'agit pas de la pseudo démocratie telle qu'elle est instaurée par la classe dominante en France par exemple. Il s'agit d'un système dans lequel l'ensemble des décisions de la vie collective seront prises par des réunions de tous les concernés. Par exemple, pour organiser la production dans une usine, les travailleurs se réuniront en assemblée générale, décideront, en lien avec les autres usines du territoire, de ce qu'il est nécessaire de produire, dans quelle conditions, dans quelle quantité. Chaque lutte que l'on mène, même la plus petite, peut poser les bases de cette nouvelle société à condition que les travailleurs auto-organisés disputent le contrôle de l'économie et du système aux capitalistes.

« De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins » (Karl Marx)

Il n'y aura pas besoin de patron. Les travailleurs sont les experts en production. Ils n'ont pas besoin de quelqu'un qui leur dicte un rythme de travail et qui s'enrichit sur leur dos. Ils produiront pour l'intérêt général pourront répartir les richesses entre toutes les personnes qui en ont besoin. Dans cette société égalitaire débarrassée de toutes les classes sociales il n'y aura plus de justification pour que certains métiers soient plus valorisés que d'autres. Les tâches les plus pénibles seront prises en charge par tous et chacun pourra s'épanouir dans les autres disciplines qui lui correspondent. Nous ne garderons que les emplois qui sont utiles à l'intérêt général. En même temps que les classes sociales, l'exploitation des travailleurs par les patrons disparaît.

En finir avec les oppressions

Nous cherchons également à débarrasser la société de toutes les oppressions comme le racisme, l'homophobie et le sexisme. Aujourd'hui elles sont protégées par le capitalisme qui s'en sert pour diviser les travailleurs. En détruisant le capitalisme, nous aurons donc la possibilité d'en finir définitivement avec toutes ces idéologies réactionnaires qui n'auront plus de raisons d'exister. Ainsi, chacun sera libre de faire ses choix de vie sans avoir à subir de discriminations. Mais comme rien ne garantit que toutes les oppressions disparaîtront automatiquement avec la fin du capitalisme nous cherchons dès à présent à faire prendre en charge consciemment ce combat par la classe des travailleurs.

Oriane (Nanterre)



Pour renverser le capitalisme,

Construire un parti révolutionnaire !

La crise du capitalisme révèle aujourd'hui au grand jour les injustices produites par le système économique et politique autour duquel est organisée notre société. Les inégalités n'ont jamais été si grandes : tandis qu'une partie de l'humanité meurt de faim, tandis qu'une autre se tue au travail, une petite minorité parasite continue à accumuler les millions et à se prélasser dans ses dividendes. Partout dans le monde, des luttes se déclenchent contre les injustices de ce système et les gouvernements à son service.

En Asie, face à l'industrialisation déchaînée et aux conditions de travail de misère que celle-ci engendre, des grèves de dizaines de milliers de personnes ont lieu de manière régulière. Aux États-Unis, les afro-américains se révoltent contre le racisme d'état et les crimes policiers et des grèves très importantes ont lieu dans des secteurs très précaires du monde du travail, dans les fast-foods, la grande distribution, chez les dockers. En Europe, l'offensive menée par les gouvernements capitalistes contre les jeunes et les travailleurs génère également d'importantes résistances et des luttes d'ampleur ont eu lieu dans plusieurs pays : en Grèce, en Espagne, en Belgique. La période historique que nous connaissons pourrait être celle d'une accélération majeure dans la lutte de classe à l'échelle internationale et donner une nouvelle actualité au projet révolutionnaire.

La révolution : ce n'est pas spontané !

Cependant, des obstacles existent pour parvenir à cette situation, et notamment le degré d'organisation des exploités et des opprimés du monde entier qui, malgré les nombreuses luttes, n'a jamais été si faible. En Égypte et en Tunisie par exemple, nous avons assisté au cours des dernières années à

des soulèvements sociaux particulièrement forts. Des régimes politiques sont tombés, plus de 30 millions de personnes sont descendus dans les rues, on a pu entendre parler des manifestations les plus nombreuses de l'histoire de l'humanité ! Et sans parler des grèves à foison ! Mais pourtant aujourd'hui malgré cette force des luttes et la détermination des travailleurs égyptiens et tunisiens, ce sont des militaires ou des forces réactionnaires qui dirigent ces deux pays et qui poursuivent les attaques capitalistes. Car même quand les mobilisations sociales sont extrêmement massives, elles ne débouchent pas d'elles-mêmes sur une révolution sans qu'un groupe politique organisé, représentatif des intérêts des jeunes et des travailleurs, ne leur propose cette perspective.

Un parti pour arracher le pouvoir politique aux capitalistes

Car pour remettre en cause l'exploitation et les oppressions générés par ce système, pour arracher les moyens de production des mains des capitalistes, les réorganiser et les mettre au service des besoins de l'humanité, la classe ouvrière aura besoin du pouvoir politique. Les révolutions ouvrières du passé ont toutes été combattues avec acharnement par la bourgeoisie, qui utilisait à la fois tous les moyens de l'appareil d'État, la police, l'armée, pour exercer une répression d'une extrême violence, et aussi toutes les forces politiques à son service pour tromper et désarmer les travailleurs mobilisés. Pour surmonter ces obstacles et vaincre, les exploités auront besoin d'un parti qui se fixe cet objectif, et dont l'ensemble de la politique tende vers la préparation de ces périodes d'affrontement contre la bourgeoisie, en construisant les luttes, en cherchant à y faire émerger des organes d'auto-organisation des travailleurs. Le parti révolutionnaire doit pour cela être un parti implanté dans la classe ouvrière

et dans l'ensemble des couches exploitées de la société pour pouvoir en exprimer les intérêts communs, les aider à s'organiser pour détruire l'État capitaliste et prendre le pouvoir.

Construisons-le dès aujourd'hui !

C'est cela dont nous manquons aujourd'hui : un outil politique, une force capable de porter de manière crédible un projet de prise de pouvoir par ceux d'en bas, les jeunes et les travailleurs un outil politique déterminé dans la confrontation de classe pour passer de soulèvements massifs à la rupture révolutionnaire. Si tout le monde a bien conscience aujourd'hui de l'irrationalité du système capitaliste et des horreurs produites par cette société, l'idée qu'il faut s'organiser politiquement pour changer cette situation n'est pas toujours une évidence. Pour convaincre autour de nous de la nécessité d'une rupture radicale et chercher à nous y préparer en étant nombreux et efficaces, il est urgent de construire ensemble une organisation révolutionnaire. Ce que nous proposons c'est de renforcer, à l'heure de la crise du capitalisme, un courant d'idée et d'action pour la rupture révolutionnaire avec ce système. Nous voulons donner un sens politique à la colère de plus en plus présente dans ce pays et dans ce monde contre les patrons et les gouvernements qui nous exploitent et nous oppriment, pour passer de la révolte à la révolution !

Léa - nanterre

Quelques petits conseils de lecture:

Le Manifeste du parti communiste, K.Marx - F.Engels
10 jours qui ébranlèrent le monde - John Reed
Introduction au Marxisme - Ernest Mandel
Le programme de transition - Léon Trotsky
L'État et la révolution - Lénine

Pour trouver tous ses ouvrages: une seule adresse: La Brèche, la librairie militante à Paris ou sur internet <http://www.la-breche.com/>

L'AFRIQUE DU SUD : VERS LA CONSTRUCTION D'UN PARTI DES TRAVAILLEURS ?

Au moment où nous écrivons ces lignes, une révolte très importante a éclaté dans la banlieue proche de la capitale sud-africaine, à Soweto. Les manifestants protestent contre les coupures d'électricité et ont même menacé de brûler la maison dans laquelle habitait Nelson Mandela. Cet épisode reflète bien la situation explosive qui s'est ouverte en Afrique du Sud depuis plusieurs années.

La révolte de Soweto et le ras-le-bol contre l'ANC

La récente révolte dans le quartier noir de Soweto représente tout un symbole. Les jeunes de ce quartier ont été les précurseurs en 1976 du mouvement anti-apartheid qui avait conduit Nelson Mandela au pouvoir en 1991. Pourtant 20 ans plus tard, les classes populaires entassées dans cette banlieue continuent de manifester car leurs conditions de vie n'ont pas vraiment évolué. Le racisme légal a effectivement été supprimé avec la fin de l'apartheid, mais la poignée de grands propriétaires blancs et étrangers continuent d'imposer sa loi sur l'économie et donc sur l'ensemble de la société. L'ANC, le parti de Nelson Mandela qui est resté au pouvoir depuis 1991, n'a jamais cherché à remettre en cause le système capitaliste. Au contraire il a permis de stabiliser une situation qui était devenue intenable. En échange, une minorité de noir a pu accéder à certaines parts du gâteau. Plusieurs dirigeants du mouvement ouvrier se sont même tout simplement fait acheter. Cyril Ramaphosa en est un bon exemple, en 1987 il dirige une grève de 368 000 mineurs pour l'augmentation des salaires, mais depuis ces relations dans l'appareil d'Etat et à l'intérieur de l'ANC, lui ont permis de constituer un véritable empire financier. Aujourd'hui il est milliardaire et possède même des actions dans certaines mines sud-africaines.

La classe ouvrière subit la crise de plein fouet

La classe ouvrière sud-africaine est sans doute la plus nombreuse et la mieux organisée de l'ensemble du conti-

nent africain. Le nombre des mineurs se compte en centaines de milliers, auxquels viennent se rajouter de nombreux ouvriers métallurgistes et travailleurs dans les services. Les ressources minières du pays et la surexploitation permise par le régime de l'ANC ont conduit beaucoup de capitalistes à développer l'économie au cours des années 90 et 2000 mais avec la crise de 2008, tous ces secteurs ont été touchés par la surproduction mondiale. Les capitalistes ont alors tenté d'en faire payer le prix aux travailleurs. Rien que sur la première année de la crise, 780 000 emplois ont été supprimés et les conditions de vie et de travail de l'ensemble des salariés ont été tirées vers le bas. Les salaires des mineurs les plus qualifiés atteignent à peine 370 euros par mois alors que la plupart des produits sont seulement 25% moins chers que dans les capitales européennes. Pour la plupart des travailleurs il s'agit donc avant tout de survivre au jour le jour.



Les grévistes de Marikana montrent la voie

La fin de l'apartheid n'a pas marqué la fin de la lutte, loin de là. Une des récentes grèves les plus emblématiques, car victime d'une répression meurtrière de la part du gouvernement, a été celle des mineurs de Platine à Marikana qui en août 2012, ont été plus de 28 000 à faire grève pour réclamer le triplement de leur salaire. Cette revendication largement relayée dans les médias a été présentée comme excessive pour discréditer les grévistes. Elle était en fait bien maigre quand on la rapporte aux salaires des travailleurs. Un bras de fer de plus de 6 mois s'est engagé entre les mineurs

et une direction crapuleuse qui menaçait de licencier l'ensemble des grévistes. Les grévistes durent aussi faire face aux dirigeants syndicaux de la NUM, la fédération minière de la COSATU (principale centrale syndicale), qui à cause de leur intégration au système, ont combattu la grève de toute leur force. Les grévistes ne pouvaient donc compter que sur eux-mêmes, ce qui les poussa à mettre en place leurs propres structures d'auto-organisation au travers d'AGs, de comités de grèves et de commissions qui organisaient les différents aspects de la grève. Face à ce mouvement très radical, le gouvernement apporta son soutien entier à la compagnie en envoyant l'armée réprimer les grévistes en pleine lutte et en août 2012, 44 mineurs étaient assassinés. Cette tuerie provoqua un scandale international et d'autres mines rentrèrent dans la lutte en créant eux aussi leur propre comité de grève, ce qui força les compagnies et le gouvernement à faire quelques concessions.

L'explosion des grèves en 2014

Cette répression, loin de faire taire la contestation sociale a été à l'origine d'une remontée des luttes significatives dans les années qui ont suivi. Dès janvier 2014, les mineurs d'une autre région repartaient en grève, l'augmentation des salaires était toujours à l'origine de la colère. Au bout de 5 mois d'une lutte exemplaire, les travailleurs obtenaient satisfaction, et ce malgré de nombreuses difficultés posées par l'ANC, le parti communiste et le NUM qui essayèrent une nouvelle fois de casser la lutte. En juin c'était au tour des travailleurs de l'industrie de la métallurgie de stopper complètement la production avec plus de 40 000 travailleurs en grève. Cette grève joua même un rôle d'entraînement important, pour les travailleurs de PME qui sont parmi les plus exploités et qui ont les plus grandes difficultés à résister face au patronat. Là encore la lutte a été victorieuse, avec des augmentations de salaires de plus de 10%.

Pour donner un aperçu du climat, voilà un extrait d'une déclaration, en date du 13 novembre

2014, signée par les sections syndicales de la province du KwaZulu-Natal: «Le nombre de manifestations par habitant est probablement le plus élevé au monde, avec 1 882 manifestations violentes selon les derniers chiffres de la police [en fait, il y en a eu 2 000 en 2014], dans lesquelles il semble que ce soit la police qui verse le plus souvent le sang de nos travailleurs. Dans ses trois dernières enquêtes annuelles le Forum économique mondial a classé nos travailleurs comme étant les plus furieux de la planète. Cette année, Price Waterhouse Coopers a estimé nos milieux d'affaires comme étant les plus corrompus du monde. »

Rupture syndicale et radicalisation des travailleurs organisés

Le paysage politique était jusqu'en 2012 polarisé essentiellement par le gouvernement de l'ANC qui réussissait à contenir et à limiter les bagarres sociales grâce aux soutiens de la centrale syndicale COSATU et du parti communiste. Après le massacre de Marikana, beaucoup de travailleurs ont refusé d'accorder leur soutien électoral à l'ANC, ce qui provoqua des débats très importants dans la COSATU, à tel point que NUMSA, la principale force syndicale regroupant le secteur de la métallurgie, est sorti avec ses 340 000 membres de COSATU. Cette scission reflète les désaccords entre une ancienne couche de syndicalistes bureaucratiques et très liées à l'ANC et une nouvelle génération de jeunes travailleurs qui dans l'expérience pratique de leurs luttes ont été confrontés à la politique anti-ouvrière du gouvernement de l'ANC.



Vers la construction d'un parti des travailleurs ?

NUMSA a impulsé la refondation d'un grand syndicat indépendant de l'ANC, un syndicat combatif parlant de classe sociale et de socialisme et se présentant même comme un syndicat « rouge ». Cette recomposition syndicale c'est également accompagné d'une recomposition politique, puisque NUMSA a annoncé son ambition d'impulser un nouveau parti des travailleurs. Une réelle dynamique entraîne ces deux processus qui s'appuient sur des luttes très importantes. Des illusions continuent cependant de persister dans la direction de NUMSA qui défend par exemple toujours dans son programme l'idée que les travailleurs ne doivent pas se battre tout de suite pour le socialisme et qu'il faudrait d'abord passer par une étape « démocratique » de la société capitaliste. L'intervention de militants marxistes clairement révolutionnaires comme les militants du WASP (parti lié à l'internationale trotskiste du CIO) peut jouer un rôle sur le devenir de ses nouveaux partis et syndicats. Bien qu'aucune boule de cristal ne puisse nous révéler le devenir de la lutte des classes sud-africaine, nous ne pouvons que saluer la combativité et la détermination des travailleurs, et faire confiance à leurs expériences pour ne pas se laisser duper et avancer vers le socialisme.

Mathias - Lille et

Cassandra - Rouen

Une politique répressive pour contenir la colère et faire passer des attaques

Artificiellement renforcé par l'opération « Charlie » et la Marche Républicaine du 11 janvier, Hollande doit faire face à des déconvenues électorales et au constat de son impopularité. Pour faire passer plus rapidement ses contre-réformes, le gouvernement Hollande déploie tout un arsenal répressif. Avec l'utilisation du 49.3 pour faire passer sa Loi Macron ou la multiplication des interdictions de manifestation, Valls et son « gouvernement de combat » font preuve d'autoritarisme pour parer à son manque de légitimité. La Loi sur le renseignement apparaît comme l'arsenal le plus sophistiqué pour légaliser la surveillance généralisée et réprimer de manière préventive toute contestation.

Des militants syndicaux sont d'ores et déjà réprimés, comme c'est le cas de Yann, postier révoqué pour faits de grève, une première depuis plus de 50 ans! À Toulouse, une offensive particulière se met en place: l'expulsion de la CGT de ses locaux syndicaux, l'interdiction des réunions BDS et plus de cinquante manifestants ont été abusivement condamnés à des peines allant jusqu'à de la prison ferme! C'est le cas de Gaëtan Demay, militant jeune du NPA et syndicaliste étudiant, qui s'est vu condamné à 6 mois de prison dont deux fermes pour avoir manifesté suite à la mort de Rémi Fraisse. Les violences policières avaient mobilisé à l'automne des secteurs de la jeunesse qui avaient fait l'objet d'un acharnement répressif de la part du gouvernement.

Depuis le rendu du procès en appel de Gaëtan et l'annonce

de sa peine le 1er avril, une campagne de défense de tous les manifestants condamnés s'est lancée. En France, des nombreuses personnalités soutiennent la campagne, comme Mélenchon (PG), Besancenot (NPA), Arlette Laguillier (LO), Philippe Martinez (CGT), Eric Beynel (Solidaires) et B. Groison (FSU). Plus de 50 intellectuels, dont Judith Butler, Ken Loach, Erri de Lucca et Slavoj Zizek, ont publié une tribune contre la répression dans Libération. A l'international, la campagne a reçu le soutien de structures syndicales, politiques et de droits de l'homme de plus de 15 pays. La jeunesse est réprimée partout où elle entend relever la tête. Notre combat est aussi celui des jeunes noirs à Baltimore contre les violences policières et le racisme, celui de la jeunesse en Grèce contre l'austérité, et on se révolte aussi contre l'assassinat des 43 étudiants mexicains.

Face à l'escalade répressive du gouvernement, à une justice de classe qui condamne les manifestants et offre l'impunité à une police criminelle et à tous les Cahuzac, notre réponse doit être collective! Il nous faut construire un front large et unitaire de toutes celles et ceux qui refusent les mesures liberticides. Il est l'heure de lever la tête, de construire la riposte et d'arracher notre droit à la révolte face à ces politiques autoritaires et répressives qui démasquent une fois de plus l'État et un gouvernement au service des patrons!

Marina - comité Jeune Toulouse



Des échos d'une campagne militante...

La pétition qui a été lancée début avril a obtenu près de 10,000 signatures, et des centaines de photos de soutien ont été envoyées. Les organisations syndicales Solidaires étudiant-e-s et l'UNEF soutiennent également cette campagne et des actions unitaires ont été organisées dans plusieurs villes.

La campagne contre la répression et pour qu'aucun manifestant n'aille en prison est une réalité militante pour les jeunes du NPA. Des tables, des collages, des diffusions de tracts ont été faits dans plusieurs universités et lycées en région parisienne et en province. A Toulouse, mais aussi à Paris 8-Saint Denis, à Paris 10-Nanterre, à l'université Paris 1, à l'École Normale Supérieure de Paris, à l'EHESS, à Lille, à Rennes, au Mans, à Marseille, à Montpellier, à Lyon et à Bordeaux, les militant-e-s jeunes du NPA ont mené cette campagne avec d'autres étudiant-e-s, ce qui a permis d'ouvrir des discussions intéressantes sur le droit de manifester, les attaques du gouvernement et son offensive liberticide. Des lycéens, qui subissent également les politiques dans l'éducation nationale qui cherchent la mise au pas de la jeunesse dans les lycées, ont également participé activement de la campagne, avec des tables devant plusieurs lycées comme Racine, Jean Jaurès, Paul Valéry, Sophie Germain, et aussi dans des lycées de province comme le lycée Brequigny à Rennes.

Les militants jeunes du NPA ont été présents, à côté d'autres militants syndicaux et politiques, lors des manifestations du 9 avril contre la politique du gouvernement et la Loi Macron, et aussi contre la répression. Un point fixe unitaire contre la répression autour du cas de Gaëtan et aussi contre la révocation de Yann de la poste, s'est tenu en marge de manif, ce qui a permis de diffuser la campagne, faire signer la pétition et prendre des photos de soutien. Plusieurs délégations de travailleurs se sont pris en photo avec les pancartes de soutien à Gaëtan et à toutes les condamné-e-s, comme les travailleurs de Carrefour Market, en lutte pour les salaires depuis plusieurs mois maintenant. Le 1er mai fut à nouveau l'occasion de rendre cette campagne visible sur plusieurs villes, dont Toulouse et Paris.

Pour plus d'information sur la campagne, visitez le facebook « Pas de prison pour Gaëtan et les autres condamnés pour avoir manifesté » et suivez le Twitter : @PasDePrisonGaet

Un meeting réussi à Lille 3 pour un nouveau mai 68 !

Jeudi 23 avril s'est tenu à l'université de Lille 3 un meeting des jeunes du NPA sur le thème : « contre les capitalistes et le gouvernement, il faut un nouveau mai 68 ». Le thème se voulait volontairement accrocheur et la préparation a été l'occasion de se rendre compte que beaucoup d'étudiants ont cette conscience qu'il faudra passer par un tous ensemble, une nouvelle grève générale pour stopper ce gouvernement. Le meeting en tant que tel, a réuni 26 personnes et la discussion qui a suivi le topo d'introduction a permis de débattre de comment nous pouvons jouer un rôle pour aller vers un tel mouvement, est ce que la classe ouvrière existe toujours et comment faire pour transformer un nouveau mai 68 en révolution et renverser le capitalisme. Le meeting a donc été une belle réussite, il s'agit maintenant de renforcer l'équipe jeune du NPA pour passer de la théorie à la pratique !

A Dunkerque, un groupe lycéens du NPA se met en place !

Depuis plusieurs semaines, des lycéens de Dunkerque ont rejoint le NPA. Deux réunions ouvertes ont déjà permis de réunir une dizaine de sympathisants pour discuter de la nécessité de s'organiser face aux capitalistes, de la répression de l'Etat et des perspectives de faire un nouveau mai 68 pour stopper ce gouvernement. L'objectif est maintenant de s'adresser plus largement sur les lycées de la ville pour discuter de ces idées et renforcer l'équipe militante.

Bilan positif de deux réunions publiques du Mans

Fin avril, une 1ère réunion a regroupé une dizaine de lycéens qui se sont mobilisés contre la répression et pour la grève du 9 avril autour d'une discussion sur le capitalisme, comment renverser ce système et l'engagement militant. Ainsi 2 lycéen-nes ont rejoint le NPA et lancent une commission et un bulletin lycéen.

Une deuxième réunion s'est tenue sur l'université, permettant une bonne discussion sur nos revendications, la nécessité de prendre le pouvoir pour renverser ce système.

Le 1er mai à Paris



Rassemblement contre la répression de Yann





«Lutter pour une autre société», la nouvelle brochure des jeunes du NPA.

Comment renverser ce système qui sème la guerre et la misère et se doter d'un parti pour atteindre une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions?

Trouvez la auprès des militants du NPA

#42 - mai-juin 2015

www.npa2009.org

jeunes.npa2009.org

contact-jeunes@npa2009.org



L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

L'étincelle anticapitaliste Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution

Revue publiée par le secteur jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste

Directeur de publication : J

Impression : Rotographie - Montreuil.

Numéro ISSN : en cours.

Numéro de commission paritaire : en cours.

Tirage : 1000 exemplaires.

PROGRAMME DES 3 JOURS POUR CHANGER LE MONDE

Chaque année les jeunes du NPA organisent un stage national de formation et de débats pour mieux comprendre le capitalisme et voir comment le renverser. Il s'agit d'une échéance ouverte à toutes et tous, il suffit de s'inscrire auprès des militants du NPA ou par mail.

Vendredi 5 juin

MEETING

Samedi 6 juin

Formation : «D'où vient le racisme et comment le combattre»

Ateliers «Penser la révolution»

- L'État au service des riches
- L'université, les intellectuels et le capitalisme
- Communisme contre stalinisme: comment la révolution russe fut trahie?
- Qu'est-ce que la classe ouvrière aujourd'hui et quel rôle peut-elle jouer dans la transformation révolutionnaire de la société ?

Topo culture : OGM, mutations génétiques, clonage...
La science est-elle toujours synonyme de progrès?

Ateliers «Racisme et impérialisme»

- L'antisémitisme en France hier et aujourd'hui
- Les grèves des travailleurs immigrés de l'automobile dans les années 80
- La lutte contre le racisme aux Etats-Unis
- La situation des femmes face aux intégrismes et à l'impérialisme au Moyen Orient et en Afrique

Topo culture : Histoire de la lutte contre le SIDA

Dimanche 7 juin

Formation : «Faire la révolution et après? Le communisme»

Ateliers : «Quelle stratégie pour changer le monde?»

- La situation en Grèce suite à l'arrivée au pouvoir de Syriza : quelles perspectives pour les jeunes et les travailleurs ?
- Le phénomène des ZAD : intérêt et limites pour changer la société
- Le rôle du parti bolchevik dans la révolution russe
- L'auto-organisation: pourquoi? Comment?

Topo culture : La violence dans la culture populaire : sexisme, racisme et rapport de classe

15 euros

De participation comprenant le remboursement des frais de transport et l'hébergement

Pour s'inscrire :
contact-jeunes@npa2009.org
jeunes.npa2009.org

Grève victorieuse à l'Université de Sao Paulo contre l'homophobie des chefs

Ce sont des scènes qui pourraient avoir lieu n'importe où en France ou au Brésil : une fonctionnaire dénonce qu'elle se fait traiter de « gouine » tous les jours par ses chefs, un autre est exclu des réunions de service parce que homosexuel, une autre salariée est mise à l'écart des autres par ses chefs parce que lesbienne. Sauf que cette fois-ci c'était l'injure de trop : les salarié-e-s de l'administration de la Cité Universitaire de Sao Paulo ont fait 20 jours de grève au mois d'avril contre le harcèlement homophobe des chefs.

La première réaction de l'administration a été de militariser la Cité Universitaire, faisant appel à la Police Militaire pour intimider les grévistes. La réponse des salarié-e-s ne s'est pas fait attendre puisqu'ils organisaient le lendemain un rassemblement contre la répression avec le soutien des étudiant-e-s. Finalement, le 28 avril les travailleur/euses de l'Université de Sao Paulo obtiennent un accord qui garantit à la fois le renvoi des chefs et le paiement des jours de grève, faisant de cette grève un exemple de solidarité contre les oppressions.

Le SINTUSP, syndicat de site, et son Secrétariat de femmes (où les militant-e-s trotskistes de la LER-QI -

Maintenant MTR - occupent une place importante) a eu un rôle crucial dans la direction de cette grève. Un autre conflit victorieux avait déjà eu lieu à l'USP à l'hôpital universitaire en 2014, pendant lequel les salarié-e-s avaient animé des ateliers sur l'homophobie et le sexisme. Le SINTUSP a d'ailleurs réalisé début mai son sixième Congrès, avec un plénier spécifique sur les oppressions.

Le Brésil est un pays où les violences LGBTI-phobes sont monnaie courante et prennent parfois une étonnante brutalité (sans que la France soit épargnée de ce constat, bien sûr), comme c'est le cas de l'arrestation et du tabassage de Verônica, femme trans noire, par la Police Militaire de Sao Paulo, la même qui a militarisé la Cité Universitaire. A cette occasion les médias ont mené une campagne réactionnaire essayant de consolider l'opinion publique transphobe pour justifier les agressions souffertes par les femmes trans et noires. La grève de l'administration de la Cité Universitaire montre non seulement qu'il est possible de vaincre l'homophobie, mais aussi le rôle que peuvent jouer les travailleur/euses dans la lutte pour le libre exercice de nos sexualités.

Sebastian (ENS)

Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville
Prénom Tél
Statut : Code postal e-mail

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil
contact-jeunes@npa2009.org // Rédaction : etincelle.anticapitaliste@gmail.com
npa.jeunes.free.fr // 01 48 70 42 30

Je veux m'abonner au journal pour un an (à partir du numéro.....) (joindre un chèque de 10 € à l'ordre de NPA Jeunes)

Je désire prendre contact avec les Jeunes du NPA